

Chaînes de valeurs et défis contemporains

Mots clés: *entrepreneuriat, chaînes de valeur, transformation agroalimentaire, prix, marchés*

Les échanges commerciaux sur le marché mondial s'accroissent. On constate aussi l'émergence de nouveaux acteurs ainsi que l'intensification des rapports Sud-Sud. Ces caractéristiques peuvent-elles modifier la face de la mondialisation et offrir de nouvelles formes de négociation aux filières agricoles du Sud ?



Auteur(s) : Miguel Mennig

Date de publication : décembre 2011 - janvier 2012

Catégorie(s) : Transformation agro-alimentaire, mécanisation • Analyses de marché

Province(s) : Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province orientale • Nord Kivu • Sud Kivu • Maniema • Katanga • Kasai Oriental • Kasai Occidental • Bas Congo

Partenaire(s) : SOS Faim

Nombre de pages : 3

Identification : F-EP-P4-M1-1



F-EP-P4-M1-1

La création de nouveaux marchés urbains, avec une classe moyenne adoptant de nouveaux modes de consommation et exigeant des normes de qualité supérieure, font de la proximité de ces petits exploitants un atout économique important, tout en permettant, idéalement, à ces derniers de dégager des revenus supplémentaires. En principe, une stratégie win-win, une chaîne de valeur gagnante pour tous les protagonistes de la filière...

« Farmer effect » ou effet de mode ?

Pourquoi soudain une autre logique tiendrait compte des intérêts des petits producteurs ? Cet article remet en question les effets de mode du « Farmer effect ».

Selon l'OMC, le commerce mondial a explosé ces dernières années (14,5% de hausse en 2010). L'arrivée des pays émergents sur les marchés du Sud exacerbe la compétition pour l'accès aux produits de base et un nombre croissant d'entreprises agroalimentaires tentent de diversifier leurs sources d'approvisionnement, se tournant ainsi directement vers les petites exploitations agricoles.

Allant de pair avec l'élargissement des marchés, l'intégration des petits producteurs et le soutien à l'ensemble des composantes de la chaîne de valeur de l'agriculture recueillent aujourd'hui une large unanimité, tant du côté de la Banque mondiale que des organisations paysannes (OP). L'Aide pour le commerce (APC) est au cœur des discours institutionnels consacrés au développement et représente aujourd'hui un tiers de l'ensemble de l'Aide au développement.



Pourquoi s'insérer dans une chaîne de valeur, si l'équité n'est pas garantie ?

Des doutes autour de la démarche des multinationales

Il est ainsi assez surprenant de voir à quel point les paysans sont désormais convoqués, à grand renfort de discours, comme partenaires à part entière. Et lorsque, au dernier Forum mondial de Davos, Jerry Steiner, vice-président de Monsanto, a appelé les dirigeants de ce cénacle à intégrer la voix des paysans pour créer un « cercle vertueux » dont ils seraient les premiers bénéficiaires, on ne peut que s'en réjouir. Toutefois, un certain scepticisme se fait jour lorsque, dans la foulée,

il loue l'esprit d'initiative de « ces millions de paysans » qui ont osé adopter les semences à haut rendement et conclut que « lorsque les agriculteurs gagnent, nous réussissons tous ». Sans doute, ce « nous » représente-t-il les signataires de cette Nouvelle vision pour l'agriculture, parmi lesquels les géants céréaliers (ADM, Bunge, Cargill), agrochimiques (DuPont, Syngenta, Monsanto) ou agroalimentaires (Coca-Cola, General Mills, Kraft, Nestlé).

La part des gains s'est de plus en plus concentrée aux derniers échelons de la chaîne, c'est-à-dire vers les activités commerciales.

Pourquoi ceux-ci s'inséreraient-ils dans des chaînes de valeur équitables, fondées sur une confiance et des avantages partagés, alors que leur stratégie économique a toujours été, logiquement d'ailleurs, de maximiser les profits et leur force de frappe? Pourquoi soudain une autre logique, qui tiendrait compte des intérêts des petits producteurs et des populations concernées, prévaudrait-elle? Et ce, alors même que le monde de l'agro-business, souvent adossé à des fonds de pension, est régi par des retours élevés sur des investissements à court terme qui peuvent atteindre des taux surréalistes (15 à 20% dans certains cas)! Le concept d'équité serait-il aujourd'hui un argument commercial qui leur ouvrirait de nouvelles niches rentables sur les marchés?

Tout le monde gagnant?

Toujours est-il qu'une chaîne de valeur met en jeu des acteurs économiques radicalement inégaux dans un rapport de négociation, quand il existe, où chacun tente d'optimiser la part qui lui revient.

Or, force est de constater que les petits exploitants agricoles sont précisément ceux qui, mondialement, souffrent le plus de la pauvreté, comme le rappelait encore le rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation, Olivier De Schutter.

À en croire la Cnuced⁽¹⁾, on est donc loin d'une démarche win-win: « les chaînes de valeur se sont internationalisées tandis que la part des gains s'est de plus en plus concentrée aux derniers échelons de la chaîne, c'est-à-dire vers les activités commerciales ». Selon cette étude, le développement des sociétés transnationales et les importantes concentrations de pouvoir afférentes entraînent une domination de la chaîne par certains types d'acheteurs de produits de base, comme les propriétaires de grande plantations, les sociétés commerciales ou les groupes de supermarchés multinationaux.

Inversement, en début de chaîne, les producteurs ont vu leur part de valeur et leur pouvoir de négociation diminuer. Ainsi, en l'espace de 15 ans, la part des producteurs de café

(1) Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, Questions relatives à la chaîne des valeurs.

Comment les pays émergents gèrent-ils leur croissance économique?

On assiste actuellement à une croissance substantielle des relations commerciales entre pays du Sud. Mais, dans leur gestion de la production agroalimentaire, des pays émergents comme le Brésil négligent de regarder long-terme. La facture leur pend au nez.

Selon la Cnuced, 40% de tous les investissements hors frontières dans le domaine de la production agricole se sont réalisés entre pays du Sud. Parmi ceux-ci, le Brésil qui, selon The Economist, pourrait rapidement devenir la première puissance mondiale de l'agroalimentaire. Aujourd'hui, d'après la Banque mondiale, sa production agroalimentaire, se doublant d'un savoir-faire certain, dépasse quatre fois celle de toute l'Afrique. D'énormes projets d'investissement agricoles, associant tant des fermes industrielles que des petits agriculteurs, sont mis sur pied entre pays africains (Mozambique, Soudan) et Brésil. Le Mozambique a ainsi octroyé au Brésil une concession d'exploitation de 6 millions d'hectares, pourvu que la force de travail soit à 90% locale.

Mais à quel prix s'est fait ce succès indéniable de l'agro-industrie brésilienne? Les dommages environnementaux sont manifestes: pollution de bassins hydrolo-

Robusta en Côte d'Ivoire est passée de 17,50% à 7,20% et de 43 à 8% au Vietnam. De façon plus générale, « les nations africaines et les pays les moins avancés (PMA) d'autres parties du monde ont souffert de façon disproportionnée de ces tendances ». Et la flambée ultérieure des prix agricoles (2007-2008) n'a pas profité aux petits agriculteurs, comme on pouvait le supposer.



© Julio Etchart/ Panos.

Quels dividendes du miracle brésilien pour le paysan brésilien?

giques, dégradation des sols, déforestation massive, biodiversité menacée. Pourtant, comme s'en plaignait le président des producteurs de coton brésilien, les réglementations environnementales en vigueur, comme les limites imposées à la déforestation, semblent encore trop dissuasives alors qu'elles sont inexistantes dans certains pays africains. Quant aux coûts sociaux, les organisations paysannes brésiliennes mènent un combat incessant pour protéger les droits élémentaires des petits paysans et leur intégration dans la chaîne de valeur relève de l'abstraction la plus totale.

Dans leur quête de nouveaux marchés, les méthodes de cette nouvelle élite globale ne diffèrent donc guère de celles de leurs homologues occidentaux. Le risque n'est-il pas d'assister à une lutte exacerbée entre ces géants économiques ou au contraire à des ententes pour se partager les parts du gâteau? Quelle que soit la formule, les petits exploitants risquent bien d'en être les premières victimes.

Les paysans doivent s'organiser pour dégager la part qui leur revient.

La priorité: s'organiser. Il ressort donc que si les petits exploitants sont confrontés à des handicaps majeurs face aux chaînes de valeur (faibles quantités produites, difficulté de suivre les normes de qualité exigée, informations déficientes quant aux prix du marché et aux pratiques commerciales), leurs chances de réussite seront largement amplifiées par leur insertion dans des coopératives ou des OP. Comme le reconnaît l'Ifad⁽²⁾, il existe un vide institutionnel créé par les politiques d'ajustement et le dépérissement des États. Les petits paysans doivent donc se regrouper et s'organiser entre eux pour mieux s'intégrer aux marchés en déve-

(2) Fonds international du Développement agricole, une agence des Nations Unies.

Le défi d'un marché intra-africain

Compte tenu de la poursuite de la croissance démographique et de l'urbanisation, on peut dire que le grand défi qui se pose aux pays africains est d'assurer le plein accès des systèmes nationaux de productions agricoles et alimentaires au marché intra-africain.

Dans une tribune libre⁽¹⁾, P. Baris et M. Levy constatent que les villes de la sous-région « Afrique de l'Ouest » seraient déjà nourries aux 4/5 par des produits locaux et issus du commerce régional. Elles constitueraient un débouché plus important que les marchés à l'exportation. Il convient donc de replacer dans les débats actuels le développement du commerce intrarégional malmené par la crise et délaissé par les dirigeants nationaux et la communauté des donateurs. Pascal Lamy, lui-même, souligne d'ailleurs que, pour sortir « d'un modèle colonial des échanges », l'intégration régionale africaine est encore insuffisante. Or, une forme de régulation des pratiques commerciales et de limitation de la volatilité des

(1) Pour un véritable commerce intra-africain, avril 2011, sur le site www.inter-reseaux.org

prix serait nettement plus facile à mettre en œuvre à ce niveau.

Il semble que dans ce débat, les organisations paysannes (OP) africaines, fortes de leurs réseaux de solidarité existants, aient un rôle effectif à jouer pour encourager une démarche qui assurerait à l'Afrique une plus grande autonomie face aux marchés d'exportation et lui permettrait de définir son propre mode de développement. Pour autant, il ne faudrait pas que les OP soient réduites à des agents économiques et commerciaux parmi d'autres et perdent leurs fonctions intrinsèques liées au développement social et aux questions politiques adjacentes (réforme du foncier, reconnaissance de l'exploitation familiale et d'un modèle agroécologique, droits des travailleurs...), les isolant ainsi de la société civile et de ses revendications.

Que le moteur de la croissance dans nombre de pays en développement soit aujourd'hui plus porté par la demande intérieure que par les exportations est sans doute une occasion à saisir, si du moins ces pays ne reproduisent les schémas classiques de l'échange inégal et de la concentration des richesses.

loppant leur capacité de négociation, ce qui leur permettra de mieux dégager la part qui leur revient dans les chaînes de valeur.

D'autre part, pour tenter de contrer la position dominante et les abus de certains dans le commerce agricole mondial, Olivier De Schutter prône un soutien accru des États aux coopératives agricoles à travers des cadres législatifs appropriés qui étendraient aussi les lois sur la concurrence aux acheteurs étrangers. Même son de cloche du côté de la Cnuced, où l'on appelle à un renforcement des réseaux locaux et de groupes de producteurs et à leur soutien par les gouvernements afin de créer un environnement favorable au développement des marchés intérieurs et régionaux.

Miser sur les marchés intérieurs

En effet, plutôt que de se focaliser sur des filières d'exportations trop souvent marquées par une asymétrie pernicieuse, ne serait-il pas plus judicieux d'exploiter l'énorme potentiel, trop négligé jusqu'ici, des échanges commerciaux entre nations africaines (10% aujourd'hui), potentiel susceptible de

réduire leur dépendance par rapport à un système imposé de l'extérieur (voir encadré)? Une intégration intra-régionale africaine permettrait aux États africains de dégager des financements nécessaires au développement des infrastructures susceptibles de faciliter, pour les petits producteurs, un meilleur accès aux marchés locaux et régionaux.

Il ne s'agit pourtant pas de nier les initiatives salutaires qui tentent de corriger l'inégalité et l'asymétrie des chaînes de valeur. Mais il serait illusoire de perdre de vue que dans ce domaine, plus encore que dans la sphère politique, les rapports de pouvoir sont omniprésents et exigent qu'on s'y plie ou qu'on les fasse plier.

Quelles que soient les initiatives posées et l'honnêteté de certains décideurs économiques, il importe que les « petits paysans » arrivent à s'organiser collectivement pour échapper aux pièges inhérents aux filières commerciales existantes.